



Plus de 10.000 citoyens demandent à l'UE de cesser d'utiliser des drones israéliens contre les migrants !

Description

Par ECCP Palestine, le 15 juin 2020



Nous avons envoyé le message à l'UE !

Plus de 10 000 citoyens exigent que l'UE cesse d'utiliser des drones tueurs israéliens pour sa politique anti-migrations.

État espagnol

Pays-Bas

Italie

Allemagne

Belgique

Plus de 10.000 citoyens de toute l'Europe et au-delà ont signé une pétition pour exiger la fin d'un marché de drones entre l'Agence Européenne de Sécurité Maritime (AESM) et la plus grande entreprise militaire israélienne Elbit Systems. AESM loue, via la société portugaise Ceia, deux drones tueurs Hermès 900. Ce marché de 59 millions d'euros a débuté en novembre 2018 et est prêt à être renouvelé dans les mois qui viennent.

Les signataires demandent aussi aux Etats membres de l'UE de refuser l'utilisation de ces drones dans leur espace aérien.

Voyez le texte complet de la pétition ici : <https://petition.stopthewall.org/>

La remise par voie postale de la pétition des citoyens arrive après que les Membres du Parlement européen aient dénoncé, à plusieurs occasions au cours des mois derniers, ce marché et aient demandé une clarification aux autorités de l'UE.

Aneta Jerska, coordinatrice de la Coordination Européenne des Comités et Associations pour la Palestine (CECP) a dit :

« Les citoyens européens exigent de l'Union Européenne #HealthcareNotWarfare (la Santé Pas la Guerre). Le commissaire Valet a déclaré que toute poursuite de l'utilisation de drones sera évaluée » en tenant compte du budget disponible ». Il est essentiel que l'UE comprenne qu'il n'y a pas de budget pour les entreprises militaires israéliennes.

Cette requête est encore plus urgente eu égard à l'imminente annexion de jure de larges pans de la Cisjordanie par Israël, qui est contraire au droit international et aux positions adoptées depuis longtemps par l'UE. Les Palestiniens demandent des mesures effectives, dont la fin de la coopération militaire et sécuritaire et le rappel à la communauté internationale qu'elle ne doit ni aider ni soutenir les situations illégales créées par Israël. »

Tout renouvellement du contrat à ce stade serait un feu vert donné à Israël pour continuer en totale violation de tous les principes internationaux, dont le droit à l'autodétermination et l'inadmissibilité de la conquête d'un territoire par la force.

Richard Falk, professeur émérite de droit international et de pratique juridique à l'université de Princeton et ancien Rapporteur de l'ONU aux Droits de l'Homme dans les Territoires Occupés a dit :

« Il est indigne que l'UE achète des drones aux fabricants israéliens de drones au vu de la façon répressive et illégale dont ces drones ont été utilisés pour opprimer les Palestiniens qui vivent sous occupation depuis plus de cinquante ans. Il est par ailleurs inacceptable et inhumain que l'UE utilise des drones, quelle que soit la manière dont elle les a obtenus, pour violer les droits fondamentaux de migrants qui risquent leur vie en mer pour chercher asile en Europe. »

Le contrat de l'AESM inscrit dans un schéma d'utilisation croissante de drones israéliens pour sécuriser les frontières européennes. En 2018, Frontex a lancé un [projet pilote](#) pour tester les drones Heron MALE (moyenne altitude longue endurance) des Industries Aérospatiales israéliennes qui coûte à l'UE 4.75 millions d'euros pour 600 heures de vols d'essai. C'est ce qui a conduit à l'offre actuelle de drones MALE, qui a été dénoncée par les militants qui luttent contre la militarisation des frontières européennes et la politique migratoire et cause des possibles partis-pris en faveur de fabricants étrangers. En mai, la Grèce a signé un [accord](#) de location de deux drones Heron |A| pour deux ans. La Suisse a [acheté](#) six drones Hermès en 2014. L'utilisation de ces drones contribue directement à la politique de militarisation de la politique migratoire et méditerranéenne ; l'UE dépense l'argent des contribuables pour des armes tandis que les migrants dans les camps de réfugiés des îles grecques, en Méditerranée et aux frontières orientales de l'Europe manquent des services même les plus élémentaires. Le passage des navires aux drones fait partie de la politique qui laisse les migrants mourir en mer et qui oriente vers le refoulement illégal de migrants vers les Gardes Côtes libyens au lieu de mener des opérations de sauvetage.

Cette pétition a été avalisée par quelques membres du Parlement européen et a été promue par une large alliance de 46 organisations de la société civile de toute l'Europe, dont des associations de solidarité avec la Palestine, anti-militarisation, de défense des droits des migrants, et des syndicats et autres. Pour la liste complète, voir : [Speak Up Now à No Israeli drones](#)

[for EU's anti-migration policies](#) (Faites vous entendre maintenant !! Pas de drones israéliens pour la politique anti migratoire de l'UE)

Traduction : J. Ch. pour l'Agence Média Palestine

Source : eccpalestine.org

date création
2020/06/16